



CTL DU 25 SEPTEMBRE 2017

Déclaration liminaire

ASR 2018 : quand le réseau se dévitalise ...

La DGFIP connaît depuis sa création une baisse continue de moyens humains et matériels. Les conséquences de ces évolutions négatives sont simples : difficultés à maintenir la qualité d'exercice des missions et du service rendu à l'utilisateur, des conditions de travail en constante dégradation sur fond de frénésie de réformes et restructurations. Au cœur de celles-ci, la méthode la plus rapide utilisée par notre direction générale pour faire des économies d'emplois : la fermeture de structures.

Cette démarche revient tous les ans comme un leitmotiv signifiant simplement la suppression de Trésoreries de proximité, de SIE, de SIP, un peu partout sur notre territoire.

Dans l'Hérault, les syndicats SOLIDAIRES, CGT, FO et UNSA dénoncent la méthode qui conduit aujourd'hui à supprimer mécaniquement et dans une approche purement budgétaire des structures des finances publiques sans tenir compte ni des besoins des usagers ni de l'avis des agents.

Une fois de plus, nous constatons que vous imposez aux agents dans les services votre feuille de route à marche forcée, sans avoir mené de concertation préalable avec les personnels.

Comme chaque année, vous nous réservez les mêmes arguments fallacieux :

- « améliorer la qualité de l'accueil de proximité » alors que vous éloignez les services des usagers parfois de plus de 50 km ; est-il sous-entendu que l'accueil effectué dans les trésoreries mixtes ne correspondait pas aux besoins des usagers ???
- « mieux absorber la charge de travail » : en raison du manque d'anticipation des restructurations, certains services se retrouveront sans agents affectés sur ces missions !
- « conforter au sein d'une même entité la qualité de services offerts aux collectivités » : comme si nos prestations allaient s'améliorer en multipliant le nombre de budgets au détriment d'un service personnalisé !!!

De lourdes menaces pèsent sur nos conditions de travail et d'existence en tant qu'agents des finances publiques. Les restructurations proposées au vote lors du présent CTL traduisent cette dynamique que nous condamnons.

- Les Trésoreries SPL ne gèrent plus de communautés de communes vont-elles fermer ?
- Les Trésoreries SPL restantes seront-elles regroupées ?
- Les SIPE de St Pons, Pézenas, Bédarieux, et Lodève verront-ils le transfert des missions SIE ?
- Le contrôle fiscal passera-t-il sous pilotage de la DIRCOFI et quel est le devenir des PCE et des BDV ?
- Les fusions de services vont-elles continuer (SIE / SIP / SPF / ...) ?

Nous dénonçons le manque de lisibilité de votre feuille de route et demandons à nouveau un calendrier des restructurations à venir avant la prochaine campagne de mutation.